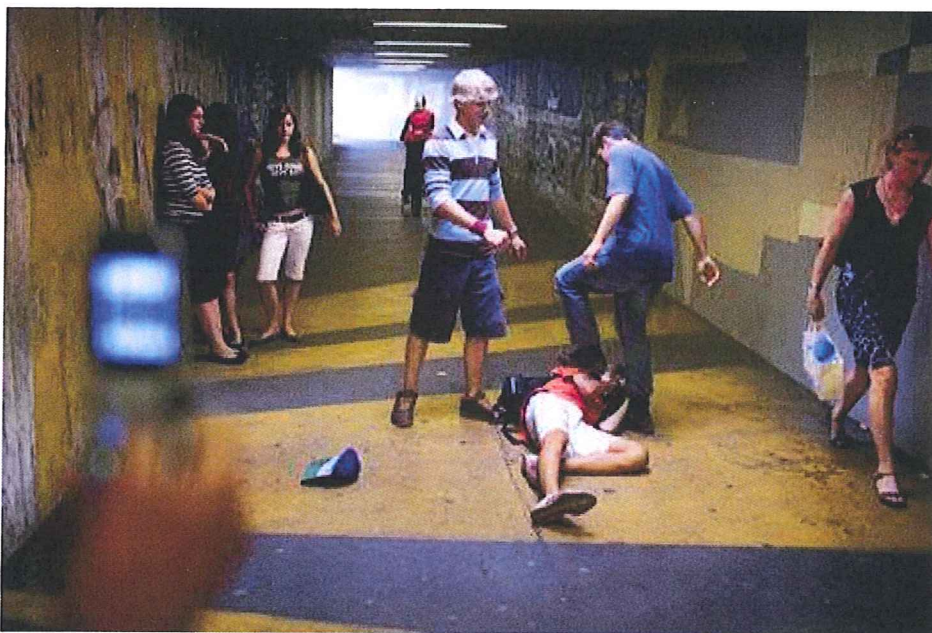


Publié par Tribune de Genève (<http://www.tdg.ch>)

Les bagarres déclenchées sur Facebook ont doublé à Genève. L'école s'inquiète

VIOLENCES SCOLAIRES | La hausse des passages à l'acte conduit le Département de l'instruction publique à préparer un plan d'action.



© DR | Plusieurs bagarres déclenchées par des menaces sur Facebook ont eu lieu cette année à Genève.

Sophie Roselli | 11.05.2011 | 00:00

S'insulter sur Facebook et régler ses comptes dans la cour de récréation. Le nombre de conflits réels découlant d'échanges virtuels sur les réseaux sociaux a plus que doublé en un an. Ces signaux alarmants incitent le Département de l'instruction publique (DIP) à créer un groupe de travail spécifique pour mieux appréhender ce problème et l'enrayer, comme l'a révélé hier la RSR.

«Nous avons recensé entre six et huit cas durant cette année scolaire, indique Pascal Edwards, directeur du Service de la scolarité au postobligatoire. Ce n'est pas leur nombre qui inquiète le plus, mais leur augmentation et le passage à l'acte.» Plusieurs bagarres déclenchées par des insultes et des menaces sur Facebook, une identité usurpée lors d'un échange entre trois «amis», une rumeur concernant un élève ont notamment nécessité une médiation entre élèves. Et ce n'est que la pointe de l'iceberg. Voilà pourquoi une cellule de travail, dirigée par Pascal Edwards, vient d'être créée, afin de définir des orientations pour le début de l'année 2012. Cette initiative

genevoise, saluée par la présidente des associations de parents d'élèves du postobligatoire, pourrait s'inscrire dans un plan national de prévention.

Un site Internet

L'objectif du groupe de réflexion? «Il est de rassembler un maximum d'informations en provenance du personnel scolaire et issues d'expériences menées dans d'autres pays, détaille Pascal Edwards. Nous envisageons également de mener une enquête de victimisation afin d'établir des recommandations à l'attention des élèves et de leurs parents, ainsi que des enseignants.» Cela prendra notamment la forme d'un site Internet, opérationnel à la rentrée.

Entre la «diabolisation», avec une interdiction totale, et son contraire, la «béatification de ces nouveaux outils», le DIP estime qu'il est possible de proposer une troisième voie. Laquelle? Il n'est pas question de suivre l'option du ministre français de l'Education: Luc Châtel a annoncé au début du mois de mai que les comptes Facebook des élèves harceleurs seront fermés en urgence et les plaintes de familles d'élèves victimes facilitées. «C'est un effet d'annonce qui ne répond pas au problème», estime Manuel Grandjean, membre du groupe de travail et directeur des Systèmes d'information et service écoles-médias.

Un cours sur les médias

Est-il possible de bannir Facebook des ordinateurs scolaires? «Ce sera certainement discuté, mais cette mesure est davantage liée au problème de la discipline qu'à celui de la violence.» Et si l'école veut rendre des élèves responsables, mieux vaut utiliser les réseaux sociaux «à des fins pédagogiques», afin de leur faire prendre conscience de leurs effets.

La formation va d'ailleurs évoluer. «L'éducation aux médias existe déjà au Cycle, c'est une spécificité genevoise, précise Manuel Grandjean. Mais avec la mise en œuvre du Plan d'études romand, cette préoccupation devient un objectif pédagogique dès l'entrée à l'école à quatre ans et durant toute la scolarité obligatoire.»

Aujourd'hui, les débordements peuvent conduire à la fermeture d'un compte Facebook, à la médiation, à une sanction disciplinaire ou encore au dépôt de plainte.

La police peut même intervenir pour éviter les dérapages, comme en septembre dernier à Meyrin, dans le cas d'un appel à une rixe géante. L'information avait été transmise par une personne d'un collègue. Une dénonciation nécessaire pour la police qui ne dispose pas encore d'une «patrouille facebookienne», sourit son porte-parole Patrick Pulh.

Actu

Source URL (Extrait le 12.05.2011 - 16:12): <http://www.tdg.ch/geneve/actu/ecole-va-surveiller-facebook-2011-05-11>